

Le scrutin du 25 juin dernier en Grèce a amplifié [les tendances révélées par celui du 21 mai](#) : domination à un haut niveau de la droite au pouvoir depuis 2019, poussée de l'extrême-droite, au sein de laquelle réapparaît un pôle néonazi qui prend le relais d'Aube dorée, poursuite de la déroute de Syriza, faible progression du Parti communiste (KKE), échec des autres forces de la gauche radicale, en particulier de la coalition autour du parti de Yanis Varoufakis et d'Unité populaire sous la bannière de MeRA25-Alliance pour la Rupture.

La démission d'Alexis Tsipras de la direction de Syriza, le 29 juin dernier, dans une ambiance lugubre, symbolise à elle-seule la fin d'une époque. Une époque qui a commencé au printemps 2010 avec l'imposition d'une thérapie néolibérale d'une brutalité inouïe et la mise sous tutelle du pays par l'UE, qui s'est poursuivie avec une vague impressionnante de mobilisations populaires et la montée au pouvoir en janvier 2015 d'une formation de la gauche radicale jusqu'alors aux marges du système politique et qui s'est achevée sept mois plus tard par la capitulation de cette même formation face aux diktats de l'UE et par la destruction de l'espoir que ce petit pays a représenté pour les forces progressistes pendant ces années de tumulte.

Dans cet article, [Mariana Tsihli, co-secrétaire d'Unité Populaire](#), analyse les traits principaux de ce cycle électoral et politique et formule quelques propositions pour la reconstruction de la gauche radicale dans la période difficile qui s'annonce.

Le scrutin du 25 juin a validé et approfondi les changements enregistrés lors de celui du 21 mai. Trois éléments de dégagent :

- La Nouvelle Démocratie (ND) de Mitsotakis a cristallisé sa domination sur la scène politique.
- Le déclin de Syriza s'est accentué, le privant de sa fonction d'opposition capable accéder à moyen terme au pouvoir, quelle que soit l'évolution de ce parti au cours de la prochaine période.
- Le Pasok n'a pas réussi à dépasser le score atteint lors du scrutin de mai. Entièrement contrôlé par les centres de pouvoir, traversé en interne par de stratégies contradictoires, ce parti ne peut constituer un pôle revendiquant l'alternance gouvernementale.

Dans l'ensemble, la séquence électorale de mai et juin débouche sur un renforcement de la droite et de l'extrême droite et une défaite majeure de la gauche. Ce résultat tout à la fois reflète et produit des déplacements idéologiques et politiques.

La droite a obtenu en juin un total de près de 55% des voix ; pour la première fois depuis 1974, elle obtient une majorité des votants. Sa reconstruction et l'expansion de son influence sont évidentes. La poussée de l'extrême droite est tout autant révélatrice de cette radicalisation à droite d'autant qu'elle s'exprime à fois par reconstitution d'un pôle néonazi [les Spartiates] et par l'émergence, ou la consolidation, de formations obscurantistes et complotistes [Solution grecque et Niki : Victoire]. La remontée limitée du Parti communiste grec (KKE), ou le niveau élevé de l'abstention ne sauraient relativiser ce constat. En effet, tout au long de cette période, l'abstention a davantage affecté l'électorat de centre-gauche et de gauche que celui de droite. La forte augmentation de l'abstention au cours des dernières décennies reflète en partie une crise de légitimité des partis

politiques, mais elle ne peut conduire à une délégitimation du pouvoir si elle ne s'accompagne pas d'une montée du mouvement populaire. Au contraire, en l'absence de participation populaire à l'action politique et au processus parlementaire, la montée de l'abstention traduit un virage conservateur.

	Nouvelle Démocratie	Syriza	Pasok	KKE	MeRA25- Alliance pour la Rupture	Total extrême droite*	Cap vers la liberté (Zoé Konstantopoulou)	Antarsya(coalition d'extrême-gauche)
2023 (juin)	40,6	17,8	11,8	7,7	2,5	13,5	3,2	0,3
2023 (mai)	40,8	20	11,5	7,2	2,6	11,2	2,9	0,5
2019	39,8	31,5	8,1	5,3	3,4	7,6	1,5	0,4
2015 (janvier)	27,8	36,3	4,7	5,5	-	7,3	-	0,6
2012(Juin)	29,7	26,9	12,3	4,5	-	8,5	-	0,3
2012(Mai)	18,8	16,8	13,2	8,5	-	10,5	-	1,2

Les raisons du succès de la droite

Le principal facteur à l'origine de la victoire électorale de la ND est la recombinaison sociale de grande ampleur qui résulte de la thérapie de choc imposée par les trois Mémoires conclus entre l'UE et les gouvernements successifs. Cette stratégie de stabilisation du capitalisme grec a connu un succès relatif même si celui-ci demeure à des niveaux nettement inférieurs à ceux d'avant la crise. Ce processus a produit des gagnants (dont le poids dans la représentation politique s'est accru) et des perdants (dont la représentation et la présence politique se sont réduites).

Le résultat du cycle électoral est l'expression combinée des tendances de fond qui ont marqué la période à savoir, d'une part, les restructurations qui ont modifié les rapports de force en faveur du capital et le recul corrélatif des formes organisées du mouvement ouvrier et, de l'autre, l'occupation de l'appareil d'État par la ND et son utilisation pour stabiliser autour de la bourgeoisie un bloc social qui inclut largement la petite bourgeoisie et certains secteurs populaires.

Dans ce contexte, la ND a profité de l'assouplissement des politiques budgétaires pendant la pandémie et de l'attitude favorable des cercles dirigeants de l'UE pour canaliser d'importantes ressources (Fonds européens, excédents accumulés sous le gouvernement Syriza, excédents primaires) afin de stabiliser sa base sociale. Ces fonds ont pour la plupart été alloués aux secteurs bourgeois et aux classes moyennes supérieures. Toutefois, une partie a également été distribuée aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants. Ces aides ponctuelles ont contribué à atténuer, dans une mesure limitée, les effets directs de la crise sur les couches populaires.

Les grands médias ont également joué un rôle important dans le maintien de la base électorale de la ND, malgré ses politiques agressives, ses échecs majeurs et [le scandale des écoutes](#). Pour la première fois depuis la chute de la dictature, le système médiatique soutient en bloc le parti au pouvoir, alors que l'opposition n'a ni base médiatique propre ni accès significatifs aux grands médias. Les médias se sont ainsi efforcés, et ont en partie réussi, de redresser l'image du gouvernement après la catastrophe ferroviaire de Tempi, comme ils l'ont fait durant les années précédentes. Les erreurs commises par l'opposition

pendant la période électorale, principalement, mais pas seulement, par Syriza, ont eu un effet réel, mais secondaire, sur le résultat des élections, en alimentant un sentiment d'insécurité parmi une partie des électeurs à la recherche de « stabilité et de normalité ».

La stratégie de la bourgeoisie grecque

Après 2015, tous les secteurs de la bourgeoisie ont cherché de manière coordonnée à créer les conditions de domination d'un seul pôle sur la scène politique et en même temps une configuration d'ensemble avec un seul parti dominant (de droite) et deux partis faibles (de « centre-gauche ») incapables, à moyen terme, de revendiquer l'alternance gouvernementale. L'agressivité dont ont fait preuve les centres de pouvoir à l'égard de Syriza montre qu'un postulat fort répandu à gauche n'est pas valide en toute circonstance : la bourgeoisie n'a pas nécessairement besoin d'un système politique bipartisan pour maintenir la stabilité politique à travers un mécanisme d'alternance entre les deux pôles et neutraliser/intégrer de cette façon les classes populaires.

En même temps, au cours de cette période, le bloc au pouvoir en Grèce est dominé par des secteurs capitalistes moins dépendants que par le passé d'une stratégie de développement à long terme. La remontée visible des profits et du taux de profit n'est pas obtenue au moyen d'une reprise significative de l'accumulation capitaliste, mais par la compression de la valeur de la force de travail et les opportunités créées par la mise à l'encan des richesses naturelles et des infrastructures publiques suite à la thérapie de choc imposée par les Mémoires. Les raisons du soutien absolu accordé par la bourgeoisie grecque à la ND évolution trouvent, pour une part, leur origine dans cette évolution.

La trajectoire de Syriza

Le scrutin de juin a accentué le recul de Syriza, qui enregistre une perte cumulée de plus de 1,3 million de voix depuis 2015. Seule une fraction réduite de cet électorat s'est déplacée à gauche, tandis que la majeure partie s'est tournée soit vers la droite, soit vers l'abstention. En particulier au cours de la période 2019 - 2023, la majeure partie des pertes de Syriza s'est tournée vers la droite, même dans les zones populaires et celles à prédominance ouvrière. Les interprétations qui attribuent la défaite électorale de Syriza exclusivement à son virage à droite s'avèrent simplificatrices dans la mesure où il n'y a pas eu de renforcement substantiel des formations politiques sur sa gauche. Ceci dit, le reniement du « non » du référendum de 2015 et le virage néolibéral qui s'en est suivi ont sans aucun doute façonné le substrat des tendances idéologiques et politiques qui ont déterminé le résultat de ces élections.

Une autre voie aurait exigé un choix radicalement différent de la part de son groupe dirigeant dès le premier trimestre de 2015, bien avant le référendum, alors que les signes de la dégradation de la situation se multipliaient. Une stratégie politique alternative aurait nécessité un deuxième scrutin, et non une alliance avec ANEL [parti souverainiste de droite qui a participé au gouvernement de 2015 à 2019], une rupture des négociations avec la Troïka, un arrêt du remboursement de la dette, l'utilisation des réserves existantes et la

recherche d'autres alliances économiques et politiques au niveau international autour de l'axe émergent des BRICS.

Il s'est avéré que Syriza n'avait ni la structure organisationnelle, ni les liens avec les secteurs sociaux et les références internationales qui lui auraient permis de diriger une alliance de classe populaire et mener un tel conflit avec le capital grec, les appareils d'État et les puissances impérialistes. Syriza dans son ensemble n'était absolument pas préparé politiquement, socialement et idéologiquement à une rupture de cette ampleur. Son ascension électorale était basée sur le mécontentement social et la volonté de larges couches de la population d'imposer une politique différente pour arrêter la chute rapide de leur niveau de vie. Cependant, ce mouvement social avait des limites politiques et idéologiques quant au niveau de conflit qu'il était prêt à assumer. Syriza se présentait comme une solution intermédiaire, à moindre coût. D'une part, il répandait un discours flatteur assurant qu'il serait facile de négocier avec les centres impérialistes européens un changement de politique sans recourir à un conflit majeur. D'autre part, le fait qu'il ait été orienté, tout au long de son parcours antérieur, vers le bloc impérialiste d'Europe occidentale offrait certaines garanties, non seulement à la bourgeoisie, mais aussi aux couches populaires et petites-bourgeoises à la recherche d'un changement de politique mais sans rupture radicale.

Le sens de la remontée du KKE

Pour la gauche radicale, le résultats des élections de mai et juin signale également un virage conservateur, dans la mesure où le seul pôle qui en sort renforcé est le KKE. Celui-ci est désormais la seule force à gauche de Syriza à être représentée au Parlement. Sa capacité à conserver une base organisée, qui lui permet d'être en contact direct avec des secteurs populaires dans des conditions de réalignement de leur positionnement politique, a été un facteur décisif de sa progression électorale. Il faut cependant également tenir compte du fait qu'il a profité d'un traitement bienveillant de la part des médias qui l'ont présenté comme un parti de gauche « sérieux et responsable ». Le KKE est ainsi reconnu par le système comme un parti de protestation qui, à chaque moment critique, a été un facteur de stabilisation.

L'interprétation du résultat électoral par le KKE lui-même est à cet égard révélatrice. Celui-ci y voit une justification de sa stratégie au cours de la période 2012-2015, c'est-à-dire de sa position sur le mouvement d'occupation des places [qu'il a dénoncé], le référendum de juillet 2015 [lors duquel il a appelé au vote nul], ou sur la zone euro [hostile à la sortie]. Il est de ce fait incompréhensible que certains courants de la gauche radicale aient appelé implicitement ou explicitement à soutenir électoralement ce parti alors qu'ils se sont frontalement opposés à ses choix pendant les 13 dernières années. Quoi qu'il en soit, le KKE n'a réussi à attirer qu'une petite partie des électeurs qui se sont détournés de Syriza. Malgré son succès relatif, à mesure que se cristallisent les effets des politiques néolibérales et autoritaires, les possibilités d'intervention du KKE se réduiront également, tant qu'il ne changera pas d'orientation politique.

L'échec de la gauche radicale

Une partie confuse du vote de gauche s'est orientée et tourne vers la formation de Zoé Konstantopoulou (Cap vers la liberté), qui ne peut cependant pas être considérée comme une force de gauche. Cette formation a bénéficié d'une grande visibilité dans les principaux médias, qui traduit une forme de soutien par certains centres de pouvoir soucieux de réduire l'influence de Syriza et des formations de gauche telles que MeRA25 - Alliance pour la Rupture.

Le résultat de MeRA25-Alliance pour la Rupture, qui n'a pas réussi à atteindre le seuil de 3% pour entrer au parlement, est un échec pour la gauche dans son ensemble. Le résultat de juin était dans une large mesure déterminé par la dynamique négative du résultat de mai, dynamique qui ne pouvait pas être inversée dans le peu de temps qui séparait les deux scrutins. Dans ce contexte, le maintien du score à un niveau légèrement en deçà de 3% est un point d'appui dans une situation d'ensemble défavorable.

L'une des principales raisons de l'échec se trouve dans l'incapacité de MeRA25 à nouer, au cours des quatre dernières années, des liens organiques avec des secteurs des classes populaires, même à petite échelle. De ce fait, sur une grande partie du territoire, la diffusion du message de la coalition était dépendant de sa présence dans les médias et les réseaux sociaux. Cette situation a limité les possibilités de contenir les pertes produites par la stigmatisation de MeRA25 par l'ensemble des autres formations et par les principaux médias.

Toute erreur tactique lors de la campagne a ainsi eu des effets démultipliés. Mettre en avant un programme quasi-gouvernemental, même s'il contenait des éléments de rupture avec les principaux axes de la stratégie néolibérale (garantie des logements menacés de saisie par les fonds spéculatifs, création d'une banque de développement, reprise de contrôle du système bancaire, abolition du fonds de privatisation, remise en cause de la dette publique, etc.) était un choix inapproprié pour une petite formation de gauche qui luttait pour entrer au parlement.

Au-delà de ces questions tactiques, sont apparues des erreurs stratégiques qui affectent la gauche radicale dans son ensemble, mais aussi Syriza. Le cycle électoral a révélé une incapacité aigüe à comprendre les évolutions et reclassements au sein des couches populaires mais aussi l'épuisement de l'énergie qui a alimenté au cours des années 2010-2015 la montée de Syriza et le « non » au référendum. Le succès de la droite, l'effondrement de Syriza, mais aussi l'échec du MeRA25-Alliance pour la rupture sont liés au rejet de la possibilité d'une répétition d'une crise comme celle de 2015. Cette période est vécue comme un traumatisme par de larges couches de la population, non seulement par les plus riches, mais aussi par celles et ceux qui ont un emploi relativement stable ou même une pension. Elle reste également comme celle de la perte de l'espoir pour les couches qui se retrouvent laminées par la crise et la thérapie néolibérale de choc. L'insistance - lors de la campagne pour le scrutin de mai - de MeRA25-Alliance pour la Rupture sur le clivage de 2015 n'a pas pris en compte le basculement du rapport de forces politique et idéologique qui s'est produit au cours des huit dernières années.

Outre l'épuisement des énergies du « non » de juillet 2015, est également apparue une forme d'épuisement de l'espace qui a émergé de la séquence de rupture de 2015 qui concerne toutes les formes de dissidence de gauche, que ce soit celles issues de Syriza ou d'Antarsya. En refusant de rejoindre, ou de soutenir, le regroupement tenté par MeRA25-

Alliance pour la Rupture, certaines forces de la gauche radicale ont manqué une opportunité cruciale de peser sur le rapport de forces politique global. Elles ont commis la même erreur qu'Antarsya en 2015, ne réalisant pas qu'en l'absence de représentation institutionnelle d'un courant de la gauche radicale, il n'y a pas de terrain favorable à une recomposition des forces.

En ce qui concerne Antarsya, ses résultats ont confirmé l'effritement de cet espace politique depuis plus de dix ans. Le maintien obstiné d'un discours d'agitation axé sur la « révolution anticapitaliste » s'est, une fois de plus, révélé autoréférentiel, narcissique et inefficace. Au terme d'une période de crise sociopolitique de portée historique, pendant laquelle des millions de travailleurs se sont, dans un premier temps, déplacés vers la gauche, puis ont pris le chemin inverse, ou se sont abstenus, Antarsya se retrouve à un étiage inférieur à celui des forces qui l'ont précédée au cours des années 1990 et 2000.

La nécessaire réorientation de la gauche

Le rapport de forces actuel permet une accélération significative de la politique du gouvernement Mitsotakis et la consolidation, sous certaines conditions, de sa domination à moyen terme sur la scène politique. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de contradictions ou de place pour les luttes sociales, ni que ce rapport de forces ne peut être remis en question. Le caractère agressif et autoritaire de la politique de la ND suscitera des mécontentements et des résistances. De plus, les dernières années ont montré que les positions politiques et électorales se caractérisent par une grande fluidité et que les relations organiques de la société avec les partis politiques ont été démantelées.

La possibilité d'une intervention sur ce terrain dégradé exige un travail patient et une orientation résolument unitaire. L'aspect clé d'une telle stratégie consiste à aborder les questions de l'heure et les fronts de lutte qui en découlent avec un discours simple et compréhensible et par des pratiques susceptibles d'impliquer les secteurs populaires. Cette stratégie reconnaît le caractère défensif dans lequel se trouve actuellement le mouvement social et combine les délimitations politiques nécessaires avec des réponses aux questions cruciales pour les classes populaires, telles que la santé publique, l'éducation, l'inflation et la coût de la vie, la crise du logement.

Un travail à plus long terme est également nécessaire afin d'élaborer de nouveaux éléments programmatiques qui remettent en question le modèle de développement du capitalisme grec et donnent forme à l'opposition aux intégrations impérialistes (UE, OTAN). Cette orientation devrait également prendre la forme d'une unité d'action, avec la création de cadres d'intervention unifiés dans les mouvements sociaux et les syndicats afin de construire des liens durables avec des secteurs, même minoritaires, des classes populaires. Le combat antifasciste constitue un front distinct de très grande importance qui exige des cadres spécifiques.

Au niveau politique, il s'agit de construire un réseau de forces, d'organisations, de militants non-encartés ou qui se sont retirés de l'action politique ou qui seront, au cours de la période à venir, à la recherche d'une issue de gauche à la crise de Syriza. Cet espace devrait inclure la totalité du spectre qui va de MeRA25 aux organisations de la gauche radicale qui sont disposées à participer à un cadre unitaire, à dépasser les désaccords et

des blocages passés et à promouvoir des relations de respect et de parité. Un tel processus pourrait commencer à se concrétiser lors des prochaines élections municipales et régionales [qui auront lieu en octobre prochain], créant ainsi des conditions favorables pour un cadre commun en vue des élections européennes de 2024.

*

Texte initialement [paru dans *Jacobin Greece*](#) le 13 juillet 2023, traduit pour *Contretemps* par Stathis Kouvélakis.

Note

* En juin 2023, les formations d'extrême droite représentées au parlement sont les Spartiates, parti néonazi qui se présentait pour la première fois et qui prend le relais d'Aube Dorée (4,7%) et les deux formations de type alt-right : Solution grecque (4,4%), représentée au parlement depuis 2019, et Niki (Victoire) qui se présentait pour la première fois lors du scrutin de mai 2013 et qui obtient en juin 3,7%. Aube Dorée entrait au parlement en 2012, avec 7 et 6,9%, respectivement aux scrutins de mai et juin 2012, puis de nouveau en janvier et septembre 2015, avec respectivement 6,3 et 7% des suffrages. Elle avait obtenu 2,9% en 2019, dernier scrutin où elle s'est présentée sous son nom, en-deçà du seuil d'entrée au parlement (3%).